

## QUESTIONS À

# «La crise est un diagnostic fidèle des faiblesses de l'économie»

### ► Maintenant que 2020 est derrière nous, quel bilan économique dressez-vous pour cette année exceptionnelle ?

L'activité économique a été sérieusement compromise par ce choc pandémique via 2 ou 3 dimensions. La première est liée à la politique de confinement qui a agi sur l'appareil productif, principalement par le gel de certaines activités économiques. La deuxième dimension qui a trait à la demande, surtout le recul ou l'arrêt même du carnet des commandes adressées au Maroc pendant plus de 3 mois quasiment et une troisième dimension liée à la confiance, car il faut savoir qu'une partie de la population et des entreprises qui n'ont pas été affectées directement par la crise mais, au vu du climat d'incertitude qui règne, ils ont suspendu leurs décisions de consommation et d'investissement à une date ultérieure en attendant une plus grande visibilité. Alors comment on peut appréhender cette dimension ? C'est à travers notamment la forte 'fiduciarisation' de l'économie marocaine, une situation que les économistes appellent «trappe à la liquidité» nourrie principalement par le climat d'incertitude. Au milieu du deuxième trimestre 2020, œil du cyclone, on était dans l'incertitude et le manque de visibilité total. Notre méconnaissance du virus, de sa propagation et sa fatalité empirait les choses et inciter tout agent économique frileux à se tourner vers les actifs sûrs et liquides. A l'international, on a assisté à un rush vers les 'Safes Heavens' aux Etats-Unis et en Allemagne. Au sein de chaque pays, la demande de liquidité a substantiellement augmenté et qui demande le fiduciaire, généralement il n'est pas prêt de dépenser et de faire tourner la roue économique et donc par notre comportement pro-cyclique, nous avons empiré la situation économique. Le résultat est une contraction sévère de 7%, qu'on avait annoncé en novembre et confirmée cette semaine par les dernières estimations de Bank Al-Maghrib.

### ► Comment vous appréciez la riposte des politiques macroéconomiques dans ce contexte de crise ?

Pour réagir à cette impasse, il fallait bien activer les leviers de la politique macro-

économique, dont le rôle était d'éviter la crise, chose qui était invraisemblable mais d'atténuer le choc sur l'appareil productif ; permettre aux ménages de subvenir à leur besoin essentiel et surtout, je dirai, éviter le scénario pessimiste qui est de voir une frange des entreprises disparaître et condamner notre croissance de long terme. Il ne faut pas oublier que la dernière fois que l'économie marocaine a été touchée par une crise en 2009, elle a pris du temps avant de s'infiltrer mais une fois installée, elle a contribué entre autres à réduire notre dynamisme économique de 1 à 1,5 point de croissance par an. Sur le plan budgétaire, on a vu que l'Etat s'est appuyé sur un mécanisme extra-budgétaire, celui du Fonds Covid pour principalement venir en aide aux ménages les plus démunis. En le présentant ainsi ça paraît facile, et au regard de la brutalité de la crise et l'absence au Maroc d'un registre social unique qui permet d'identifier clairement les populations vulnérables susceptibles de s'inscrire dans des programmes d'appui et de soutien, la tâche n'était pas aisée. En l'espace de quelques semaines, le Maroc a annoncé le démarrage du plus grand programme de soutien au profit des ménages opérant dans le secteur informel. 4,3 millions de ménages ont bénéficié au total de ces transferts et qui ont permis au-delà des objectifs économiques, à la population de se confiner avec un minimum de dignité. De l'autre côté, la politique monétaire a activé ses leviers pour appuyer les initiatives publiques dans le cadre d'un policy mix qui a été ravivé dans ce contexte récessionniste, qui a globalement tenu ses promesses. Les différents leviers des politiques monétaires et macro-prudentielles ont joué pleinement leur rôle. Le taux directeur a été réduit de 75 points de base, entre mars et juin 2020 et quelques exigences de provisionnement ont été assouplies pour libérer la liquidité pour le secteur bancaire. L'institution d'émission, en concertation avec le ministère des finances, a également étendu les marges de fluctuations du dirham au lendemain de la crise, début mars, à un moment on était toujours loin de réaliser effectivement la portée de cette crise ni son horizon temporel. Au total, les initiatives des différents acteurs de la politique économique ont été louables, bien agencées



ABDELAZIZ AIT ALI

Senior Economist  
at Policy Center for  
the New South

et réactives, dans un contexte économique et social entaché d'une incertitude extrêmement élevée.

### ► Comment l'économie marocaine peut-elle capitaliser sur les leçons de la pandémie ?

Cette question est pertinente à ce stade, dans la mesure où une crise aussi dramatique sur tous les plans est un miroir, un diagnostic très fidèle des faiblesses structurelles de l'économie marocaine, car cette pandémie a dévoilé les dysfonctionnements et les défaillances de l'économie marocaine et il faut absolument la saisir pour engager les réformes nécessaires qui permettront d'éviter une nouvelle 'rechute'. Comme vous le savez bon nombre d'initiatives et de réformes ont ressurgi des cendres et sont désormais sur le top de l'agenda économique du pays, tel que :

- La généralisation de la couverture sociale devenue le fer de lance de la politique sociale du pays ;
- L'ancrage des politiques sectorielles sur la dimension durabilité, et les nouvelles stratégies agricoles et industrielles actuelles sont des preuves tangibles du rôle conféré à l'économie verte dans les lignes directrices de notre modèle de croissance ;
- La création d'un fonds d'investissement qui se veut un catalyseur des stratégies publiques de promotion et d'accompagnement de l'initiative privée dans le monde des affaires.

Ce sont autant de réformes et d'ambitions qui ont été érigées en priorités nationales à la suite de cette expérience tragique que le monde et le Maroc traversent et qu'il faut absolument accompagner.